



HAL
open science

Désarmement et économie

Jacques Fontanel

► **To cite this version:**

| Jacques Fontanel. Désarmement et économie. Cahiers de l'Espace Europe, 1992, 2. hal-02931475

HAL Id: hal-02931475

<https://hal.univ-grenoble-alpes.fr/hal-02931475v1>

Submitted on 8 Sep 2020

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

DESARMEMENT ET ECONOMIE

Jacques Fontanel

**Les Cahiers de l'Espace Europe,
N°2**

Décembre 1992

Résumé : Le désarmement apparaît toujours comme un processus favorable à l'économie nationale, toutes choses égales par ailleurs. C'est vrai lorsque la course aux armements épuise les pays concernés, mais c'est sans doute faux si en absence de défense un pays est menacé d'un conflit armé. Les dépenses militaires exercent à court terme des effets plutôt négatifs sur la croissance, sauf si l'économie nationale n'est pas au plein emploi.. le désarmement est onéreux, car une partie importante du capital national devient obsolète. C'est pourquoi le lien entre la réduction des dépenses militaires et l'aide au développement pose des problèmes qu'il faut bien prendre en compte. Cependant, en prenant les précautions en fonction des réactions de l'économie nationale à la suite d'une procédure de désarmement, le lien entre désarmement et développement peut être fructueux, par la réduction des inégalités sociales et internationales.

Disarmament always appears to be a process that is good for the national economy, all other things being equal. That is true when the arms race exhausts the countries concerned, but it is probably not true if, in the absence of defence, a country is threatened with armed conflict. Military expenditure has rather negative short-term effects on growth, unless the national economy is not at full employment... disarmament is expensive, because a significant part of national capital becomes obsolete. This is why the link between the reduction of military expenditure and development aid poses problems that must be taken into account. However, by taking precautions based on the reactions of the national economy following a disarmament process, the link between disarmament and development can be fruitful in reducing social and international inequalities.

Désarmement, développement, conversion, industrie d'armement, sécurité nationale
Disarmament, Development, conversion, Arms industry, national security.

La plupart des études qui portent sur les problèmes de sécurité non-militaires omettent d'insister sur leur dimension économique et se limitent à une réflexion rapide sur la pression démographique, les conflits ethniques, religieux ou idéologiques, la compétition pour les ressources naturelles, la dégradation de l'environnement ou l'expression de la violence sous toutes ses formes. Les inégalités économiques et sociales sont rarement mises en avant, alors que toute procédure de désarmement intègre nécessairement la dimension du développement. Pourtant dès le début des années 50, le général Omar N. Bradley, alors chef du Veterans Committee affirmait que «les plus grands ennemis de la démocratie ne sont pas les comploteurs clandestins» dit-il «mais le chômage, la faim,... le cycle mortel de booms et de crises...» La géopolitique de la guerre froide était basée sur l'idée selon laquelle la rivalité entre le capitalisme et le socialisme devait s'achever par la disparition d'un des deux systèmes économiques. Les relations américano-soviétiques étaient comprises comme un jeu à somme nulle, les avantages des uns représentant les désavantages des autres et réciproquement. La chaîne des actions et réactions dans le domaine nucléaire a créé la stratégie MAD de l'équilibre de la terreur sous la double domination américaine et soviétique. Pourtant ce conflit d'une cinquantaine d'années n'a pas débouché sur un conflit des deux grands. Pour Galbraith «dans la grande confrontation de la Guerre Froide entre le capitalisme et le communisme, pas un, comme je l'ai déjà observé ailleurs, n'a été tué, peu d'accidents, exécutions ou interdictions, si l'on met à part les dissidents éventuels. Dans les confrontations indirectes et par procuration au Vietnam ou en Afghanistan - les deux pays dans un état de paupérisation de base- des dizaines de milliers de personnes

ont été tuées. Et avec les armes des terres aisées, des millions de personnes dans les pauvres pays d'Asie, d'Afrique ou d'Amérique Latine ont été soit franchement massacrées, soit sont mortes des dévastations économiques qui sont la désespérante et douloureuse contrepartie des conflits et des luttes civiles». Par contre, les guerres des grandes puissances entre économies capitalistes ont toujours eu tendance à exister et, dans l'avenir, ce n'est pas parce que le socialisme concret se meurt que les conflits armés sont pour autant en voie d'extinction. D'autres formes de conflits peuvent surgir, qui ne recouperont certainement pas le vieux clivage OTAN-Pacte de Varsovie. L'affaire irakienne de cette fin d'année 1990 en est l'illustration.

Actuellement, les deux grandes puissances militaires sont intéressées par une transition vers un monde interdépendant multipolaire. L'idée selon laquelle la sécurité doit être assurée avec le minimum d'armes, sur la base de l'équilibre de la menace, commence à ne plus être jugée subversive. L'élimination complète de la force nucléaire n'est pas vraiment encore d'actualité, mais elle constitue indubitablement, à plus long terme, un objectif essentiel de l'humanité. Actuellement, les deux grandes puissances militaires sont intéressées par une transition vers un monde interdépendant multipolaire. L'idée selon laquelle la sécurité doit être assurée avec le minimum d'armes, sur la base de l'équilibre de la menace, commence à ne plus être jugée subversive. Il faut s'attacher, dans l'immédiat, à ce que la balance nucléaire reste en équilibre, avec les charges nucléaires les plus réduites possibles, compatibles avec la recherche d'une sécurité nationale et internationale optimale.

Les procédures de désarmement ont été rendues nécessaires par l'épuisement des deux économies. Les Etats-Unis ont besoin de retrouver une puissance économique fortement menacée par ses amis stratégiques et rivaux commerciaux de la Communauté Européenne et de l'Asie du Sud-Est. La Russie, exsangue, n'a pu poursuivre une course aux armements qui lui a coûté plus de 20 % de sa richesse produite annuellement pendant 40 ans. Il n'existe pas vraiment de désarmement rationnel. Le processus actuel ressemble à une pause dans un processus de conflit à long terme nécessitée par les crises politiques et économiques des grandes puissances.

La technologie civile a été affaiblie par le secteur militaire. Celui-ci a exercé une influence considérable sur le progrès des sciences et des technologies, mais aussi il les a orientées vers des utilisations dures tournées vers la compétition et les conflits. Certes, les thèses de Galilée ont pu être démontrées grâce aux applications pratiques de la théorie des projectiles nécessaires à l'armée. De Descartes à Papin, en passant par Newton, Bernouilli, Euler ou Leibniz, les problèmes soulevés par l'art militaire ont, au même titre que l'économie ou les valeurs du puritanisme ou du protestantisme intransigeants, été à l'origine de nombreuses découvertes scientifiques. Pour Lewis Mumford, seul le secteur militaire et la guerre offrent les capacités suffisantes d'utilisation et d'absorption de la production des nouvelles installations capitalistes. L'armée est un consommateur très bien adapté au système industriel, avec lequel elle partage de forts intérêts communs, avec la constitution du complexe militaro-industriel.

Contrairement à la Première Guerre Mondiale, les armes apparues à la fin du conflit mondial du milieu du XX^e siècle étaient de nature différente des armes du début, notamment avec l'apparition du nucléaire et de son savoir-faire technique. L'arme nucléaire n'a pas, comme on l'a trop souvent dit, sauvé des millions de personnes, car elle a été utilisée au moins autant pour limiter les ambitions soviétiques que pour en terminer avec la résistance nipponne. Comme l'a souligné Robert Oppenheimer, les physiciens ont alors connu le pêché, en permettant de nouvelles relations entre l'armée et les scientifiques. La science est devenue décisive pour les formes modernes de la guerre et l'inventeur solitaire a laissé la place aux laboratoires financés par l'État, qui exige le secret des travaux et de leurs résultats et qui attribue des sommes importantes pour assurer la sécurité nationale. L'économie et la science nationales pouvaient alors être mises à la disposition du pouvoir. A partir de 1950, la course aux armements a été le principal facteur de développement cahotique des sciences, avec la création d'usines à penser (Rand Corporation, par exemple) et d'un complexe militaro-industriel fortement implanté dans les instances gouvernementales. L'importance des subventions a peu à peu favorisé la

mise en place de lobbys, dépourvus de critiques à l'égard des justifications stratégiques ou humanitaires avancées pour certains programmes. La guerre a appris aux savants à travailler en commun, à tester l'efficacité de la recherche collective. Les règles de transparence et de pleine accessibilité des travaux de recherche fondamentale ont alors été assouplies en fonction du contexte. Les scientifiques ont été pris en otage, entre le souhait de continuer leurs recherches et des crédits qui sont dispensés plus largement dans le secteur militaire. Les nouveaux besoins de l'armée conduisent à des systèmes de fonctionnement et de financement qui réduisent l'illusion d'autonomie des scientifiques. Cette procédure avait encore été renforcée récemment avec l'Initiative de Défense Stratégique (IDS), dont les estimations du prix global sont très variables : 700 milliards de dollars pour Abrahamson, 1000 milliards de dollars pour Schlesing (alors que l'ensemble de la guerre du Vietnam a coûté 300 milliards de dollars). Or, toute technologie charrie aussi une culture. Toute application de la recherche dépend de son financement. Le secteur militaire a pris une part excessive dans le développement de la science et de la technologie.

La relation entre la croissance et les dépenses militaires a fait l'objet de nombreuses études, aux résultats souvent contradictoires. D'abord, les économistes ont jugé improductives les dépenses militaires ce qui indique, en termes de coût d'opportunité, une grande inefficacité économique, notamment au niveau international. Quelques conclusions provisoires peuvent être rapidement énoncées.

- Les dépenses militaires exercent à court terme des effets plutôt négatifs sur l'investissement national. Cette thèse a été plusieurs fois confirmée par les analyses économétriques pour les pays industrialisés développés, avec quelques exceptions notables. C'est plus le comportement actuel des citoyens qui semble conduire à cette situation (effet d'éviction notamment) qu'une loi générale applicable à toutes les périodes et à toutes les régions. Les investissements civils sont cependant a priori plus favorables au développement économique que les investissements militaires qui ne provoquent que de faibles effets accélérateurs.

- Les dépenses militaires exercent des influences plutôt faiblement négatives sur l'emploi et l'inflation, mais ces questions font l'objet de débats sérieux dont la seule conclusion commune est d'insister sur la faiblesse de ces influences, qu'elles soient positives ou négatives.

- Pour les pays en voie de développement, la thèse de Benoit selon laquelle l'effort militaire favoriserait la modernisation industrielle, la formation et l'information des hommes, l'amélioration des infrastructures et l'utilisation complète des capacités de production des pays du Tiers-Monde a fait l'objet de nombreuses controverses. Tant sur la forme que sur le fond, cette analyse n'est plus dominante, quand bien même le Brésil ou l'Inde ont engagé des investissements importants dans le secteur militaire, en pensant que ce secteur aurait à la fois des effets industrialisants et permettrait l'application de la stratégie de l'import-substitution. Looney affirme que les pays producteurs d'armement auraient un potentiel de croissance accru par rapport aux pays importateurs. Les résultats analysés avec les décalages de temps nécessaires à l'industrialisation ne semblent guère accorder d'intérêt à cette stratégie qui, de toute manière, ne pourrait être applicable que par des pays de grande dimension.

- La thèse du désarmement pour le développement reste aussi contestée. Une réduction des armes ne provoque pas nécessairement un processus de croissance immédiat et il peut en résulter une redistribution des cartes de la concurrence. Il n'empêche que des crédits importants pourraient être dégagés pour satisfaire les besoins fondamentaux des pays en voie de développement. En tout cas, la réduction des dépenses militaires conduit à une limitation des transferts d'armes et à une remise en cause des avantages politiques et économiques qui en découlent. Il faut éviter cependant que le transfert soit paupérisant.

Les procédures de désarmement provoquent des effets spécifiques à court terme.

- Le désarmement concerne d'abord la suppression d'un excès d'armement.

Si le désarmement s'exprime par une destruction de matériels militaires, il n'y aura pas de dividendes du désarmement, mais d'abord des coûts supplémentaires ; puis, les dépenses de maintenance et de surveillance correspondantes seront économisées, mais de nouvelles dépenses de contrôle des accords devront être engagées. Il est difficile actuellement de savoir s'il y aura une compensation entre les coûts économisés et les coûts engagés, car probablement les crédits afférents dépendront des matériels utilisés ou négociés dans l'accord et de la confiance accordée à l'adversaire potentiel.

- Le désarmement peut être imposé par les conditions économiques désastreuses dans lesquelles se débattent les grandes puissances militaires. La sécurité et la force économiques sont au moins aussi importantes dans le long terme que la puissance militaire. Dans ces conditions, la réduction des dépenses militaires est provoquée par la crise économique et elle suscite de nouveaux arbitrages nationaux dans les choix des dépenses publiques ou privées. Il est d'ailleurs intéressant d'analyser la nature des actions engagées : si, à la suite d'une réduction des dépenses militaires, l'Etat décide de diminuer ses impôts, c'est l'action économique du gouvernement qui, indirectement, est contestée ou en tout cas réduite compte tenu de la plus grande efficacité économique du secteur privé ; si au contraire, l'Etat maintient le niveau de son budget, ce sont les dépenses militaires qui sont alors sacrifiées à l'aulne de l'efficacité économique. Michel Camdessus, Directeur général du FMI, a insisté sur ce point dans un récent discours à l'Université de Georgetown. En référence aux 15 républiques de l'ancienne Union Soviétique, il a dit : « Je ne manquerai pas de mentionner l'urgent besoin de faire face à la difficile question du contrôle et du démantèlement d'une manière ordonnée d'un complexe militaro-industriel disproportionné. Ce secteur est bien sûr simplement la plus éclatante manifestation d'un phénomène général de distorsion des conduites de production. Ce sera une tâche prométhéenne de recanaliser les ressources, en particulier les ressources humaines, à d'autres utilisations civiles plus productives. Il n'y a nul besoin, j'en suis sûr, d'insister sur l'urgence de la tâche et combien il est de l'intérêt du monde entier que ce

processus soit conduit effectivement. Très clairement, les pays industriels devront coopérer et supporter cet effort».

- La réduction des dépenses militaires peut aussi supposer un véritable processus de désarmement, afin de limiter les risques de conflits d'une gravité sans précédent. Cependant, la comparaison des dépenses militaires ne permet pas la construction d'indicateurs fiables, d'autant que les rapports de force s'expriment souvent en termes de seuils et qu'une réduction homothétique des forces peut conduire à de nouveaux déséquilibres dommageables pour la sécurité internationale. Dans ce contexte, les aspects économiques apparaissent secondaires dans les motivations de désarmement, ce qui ne veut d'ailleurs pas dire qu'ils n'auront pas une grande importance dans les solutions avancées à la crise économique internationale.

Un autre général américain, Dwight D. Eisenhower, dans sa lettre d'adieu à la nation le 17 janvier 1961, avertissait : « Nous devons nous garantir contre l'influence injustifiée, qu'elle soit murmurée ou non, du complexe militaro-industriel. La désastreuse montée d'un pouvoir hors de propos existe et persistera ». Plus tôt dans un discours du 16 avril 1953 à l'American Society of Newspaper Editors, il avertissait : « chaque fusil qui est fabriqué, chaque bateau de guerre lancé, chaque fusée qui éclate, signifient dans leur sens final un vol pour ceux qui ont faim et qui n'ont rien pour se nourrir, pour ceux qui ont froid et n'ont rien pour se vêtir. Le monde en armes ne dépense pas seulement de l'argent. Il dépense aussi la sueur des travailleurs, le génie de ses scientifiques et les espoirs de ses enfants ».

Or, si à long terme il est logique de penser que la limitation d'une dépense improductive exerce des effets positifs sur l'ensemble de l'économie nationale, cette hypothèse n'est pas toujours vérifiée à court terme. Le désarmement ne se résume pas à une simple réduction des dépenses militaires. La défense nationale a constitué des stocks d'armes très importants et elle a mis en place des structures qui exercent à la fois des effets d'inertie très puissants et provoquent de facto des coûts complémentaires

de conversion. Dans ces conditions, le désarmement, objectif hautement souhaitable, doit tenir compte des impératifs économiques de façon à limiter les risques d'une crise économique latente, facteur de conflits et probablement d'un réarmement plus ou moins progressif.

Dix règles ou Conseils doivent, dans l'ordre économique, être retenus comme base de réflexion.

1) A court terme, il faut admettre que le désarmement n'est pas synonyme de croissance économique. Il crée des situations économiques difficiles, différentes d'un pays à un autre. Il est probable, par exemple, que les structures économiques militarisées de la France rendent la conversion plus difficile que dans l'économie allemande.

2) La conversion microéconomique ne produit que rarement des résultats économiquement satisfaisants. Si techniquement il est souvent possible de convertir, par contre se pose la question de la demande et de la surproduction ainsi que celle du coût élevé du matériel civil ainsi produit?

3) Compte tenu de leur caractère improductif, il est incontestable que les dépenses militaires ont des effets négatifs sur la croissance mondiale à long terme. L'excès d'armement provoque toujours des situations de crises économiques, politiques ou stratégiques. Cependant, une économie de paix doit tenir compte des effets à court et long terme des modifications de structure provoquées par le processus de désarmement et de ce fait, conjoncturellement, les dividendes du désarmement devraient être assez faibles. A plus long terme, les avantages attendus d'une procédure durable de désarmement peuvent être conséquents. Les résultats des modèles mondiaux des effets économiques du désarmement sont révélateurs de l'intérêt économique d'une telle procédure, principalement dans le cadre d'un transfert partiel des ressources dégagées en faveur des pays du Tiers-Monde.

4) Tout désarmement implique une vérification vérifiée des dépenses militaires. Les accords doivent porter sur la structure de ces dépenses et

des études doivent être entreprises pour faire des estimations intertemporelles et internationales plus précises.

5) Cependant, la réduction des dépenses militaires n'est pas un indicateur suffisamment fiable de la puissance stratégique d'un Etat. C'est pourquoi elles ne peuvent pas se substituer à des mesures de désarmement physiques. En effet, la sécurité d'un pays dépend de nombreux facteurs difficilement exprimables par les seules variables économiques : longueur des frontières, spécificités géographiques et démographiques nationales, solidarités internes des régions, importance des menaces, solidité des Alliances, etc.. D'autre part, l'existence de la conscription modifie sensiblement l'évaluation des dépenses militaires. Une réduction des dépenses militaires pourrait s'accompagner d'une augmentation du nombre de soldats si, dans le même temps, un système de conscription était institué. On aurait alors simultanément une réduction des dépenses militaires (financées par l'Etat) et un accroissement des forces militaires disponibles.

6) Toute procédure de désarmement doit être fondée sur la règle de la progressivité (temporelle, sectorielle et spatiale) des désarmements nationaux ou régionaux. Il faut tenir compte des effets de seuil, qui sont fixés, au moins partiellement, par le consensus social d'une Nation concernant les impératifs de sa sécurité eu égard aux prix relatifs des matériels, aux accords internationaux de limitations quantitatives ou qualitatives des armements, aux niveaux technologiques comparés des Etats et à la confiance dans l'équilibre du système politico-stratégique international. Autrement dit, une réduction des dépenses militaires ne peut pas être proportionnelle et globale. Pour être efficace, elle doit tenir compte des dépenses réelles et de leurs structures. La réduction des dépenses militaires ne peut pas se faire sur une base globale et sans référence aux forces et stratégies développées par tous les Etats. Un processus de désarmement implique des rencontres régulières, prévues dès la signature de l'accord, et la signature d'avenants ou de nouvelles dispositions, lorsqu'elles paraissent mieux adaptées à l'ensemble des Parties.

7) Toute procédure de désarmement implique un contrôle de la recherche-développement militaire, car la technologie spécifiquement militaire favorise l'accroissement des coûts de la défense. La technologie militaire ne maîtrise pas toujours la dérive des coûts et, pour faire face à la compétition sur la qualité actuelle et future des armements, les dépenses de recherche-développement croissent considérablement. Elles sont de l'ordre de 20 fois supérieures à ce qu'elles sont dans le secteur civil.

8) Un contrôle des ventes internationales d'armes s'impose, car la disponibilité des armes conduit souvent à la «concrétisation guerrière» de conflits latents, qui auraient pu trouver une solution négociée et la prolifération des armes modernes est un facteur décisif de la course aux armements. Enfin, les importations d'armes dans les pays les plus démunis réduisent leur potentiel de développement.

9) Il faut favoriser les accords des sous-ensembles (économiques, stratégiques, politiques) de pays solidaires. L'existence d'Alliances de défense, d'accords de non-prolifération, de Traités locaux concernant la sécurité, mais aussi l'intégration économique, doit être encouragée et même parfois inscrite dans les accords de désarmement eux-mêmes. Les pays alliés, généralement frontaliers, développent des projets communs qui transcendent les seuls intérêts nationaux et ils limitent, à l'intérieur même de leur accord, les conflits internes toujours possibles.

10) Rappeler, dans toute négociation sur le désarmement, l'importance du développement économique de toutes les Parties comme instrument essentiel de sécurité internationale. Le désarmement requiert une série de décisions sur les priorités politiques des États, sur l'ordre économique international, sur la nature du développement, sur la direction du progrès technologique susceptible d'être développé dans une société moins militarisée, sur la gestion de l'environnement naturel ou sur la réallocation et la répartition des ressources économiques, autant de questions qui ne font que très rarement l'objet de discussions dans les négociations de limitation de la course aux armements. Or, le développement économique des

Nations est un facteur fondamental de la sécurité internationale. De nombreux conflits armés sont nés de problèmes économiques et la dernière guerre du Proche-Orient peut aussi trouver des explications dans la volonté des uns de récupérer la richesse insolente d'un voisin et dans le souhait des autres de ne pas laisser entre des mains ennemies les ressources pétrolières importantes du Koweït. Le développement économique intervient dans le désarmement à trois niveaux, au moins :

- D'abord, dans un monde de rareté, les dépenses militaires, par essence improductives, constituent un gaspillage, si l'on se situe dans un monde sans conflits internationaux. L'expérience récente de l'Union Soviétique est là pour prouver qu'un effort excessif de dépenses militaires érode peu à peu l'efficacité de l'appareil économique et réduit à terme le potentiel national de défense. Le développement économique est dépendant des situations de paix ou de guerre. En outre, il existe toujours des restrictions dans le commerce international fondées sur l'idée de sécurité nationale. Il serait alors paradoxal que ces questions ne soient pas abordées en situation de désarmement négocié.

- Un désarmement déconnecté des raisons qui fondent la course aux armements peut se révéler, à terme, particulièrement dangereux pour la paix ou pour les systèmes politiques démocratiques. Comme les grandes puissances peuvent bénéficier directement ou indirectement d'effets de domination, une modification des rapports de forces stratégiques est susceptible de transformer aussi la carte économique internationale. Un désarmement est une décision politique majeure, fondée sur la confiance réciproque des Etats.

- Enfin, lorsque la dignité des hommes est menacée, il arrive fréquemment que les Nations préfèrent le combat au statu quo. La sécurité internationale ne peut durablement être maintenue dans le cadre d'effets de domination ou d'inégalités économiques et sociales excessifs.

Bibliographie

- Baldwin, D.A. (1985), *Economic Statescraft*, Princeton University, Princeton.
- Ball, N. (1988), *Security and economy in the Third World*, Princeton University Press, Princeton
- Benoit, E. (1978), *Growth and Defence in developing countries*, *Economic Development and Cultural Change*, 26 ? January.
- Brandt, W. and al. (1980), *North-South, a Programme for Survival*. For the Independent Commission on International Development Issues, Pan, New York.
- Cappelen, Gleditsch, Bjerkholdt (1984), *Global conversion from arms to development aid : macroeconomic effects*. PRIO, Oslo.
- Cars, H.C., Fontanel, J. (1987), *Military expenditure comparisons*, in *Peace Defence and Economic Analysis*, Mac Millan Press ; London.
- CBO (1983), *Defence spending and the economy*, CBO Study, Washington.
- Collard, Daniel, Jacques Fontanel, and Jean-François Guilhaudis. *Le Désarmement pour le développement: dossier d'un pari difficile*. FeniXX, FEDN, Paris 1981.
- Deger, S., West, R. (1987), *Defence, security and development*, France Pinter, London
- Dunne, J.P., Smoith, R.P. (1984), *The economic consequences of reduced UK military expenditure*, *Cambridge Journal of Economics*, September
- Fontanel, J. (1980), *Military expenditure and Economic Growth (France, Morocco)*, Rapport pour le Groupe d'Expert des Nations Unies ; New York.
- Fontanel, J. (1984), *L'économie des armes*. La Découverte, Paris.
- Fontanel, J., Smith, R. (1985), *Analyse économique des dépenses militaires*, Stratégique, Paris
- Fontanel, J. (1985), *L'intérêt d'un Fonds International de Désarmement pour le Développement*, *Etudes Internationales*, 16(3). Septembre.
- Fontanel, J. (1986), *The International Disarmament Fund for Development*, in *Disarmament Vol IX (1)* Spring, United Nations.
- Fontanel, J., Smith, R. (1987), *The creation of an international disarmament fund for development*, in *Defence, Security and Development (Deger & West)*, France Pinter Publishers. London.
- Fontanel, J. (1989), *L'armement et la santé dans les pays du Tiers-Monde*, *Cahiers de la Faculté des Sciences Economiques de Grenoble*.
- Fontanel, J. (1990), *Incidences pour les pays en voie de développement de la procédure de désarmement entre l'Est et l'Ouest*, UNIDIR, Leningrad, 17-19 juillet.
- Fontanel, J. (1990), *Economie du désarmement*, *Stratégique* n°47, 3/90/
- Fontanel, J., Smith, R. (1990), *The impact of strategy and measurement on models of French military expenditure*, in *Defence Economics*, Vol1 ; n°4.
- Fontanel, J., Ward, M. (1993), *Military Expenditures, Armaments, and Disarmament*, *Defence and Peace Economics*,
- Galbraith J.K. (1984), *La paix indésirable*, Calmann Levy, Paris.
- Keynes (1921), *How to pay the war ?*, London
- Kidron, M. (1970), *Western capitalism since the war*, Penguin Press, London.

- Klein, L.R. (1990), Disarmament and development, in Science, war and peace (J-J. Solomon), Economica.
- Leontiev & Duchin (1983), Military spending, facts and figures, Oxford University Press
- Melman ; S. (1974), The permanent war economy. American capitalism in decline, Simon & Schuster. New York.
- Nations Unies (1981), La réduction des budgets militaires. Série 4. New York.
- Nations Unies (1985), La réduction des dépenses militaires, Série 10. New York.
- Nincic, M. Cusack, T.R. (1979), The political Economy and the US Military Spending, Journal of Peace Research 16(2).
- Saby, CD. (1991), Rationalité économique et rationalité politique, Colloque CEDSI ? Grenoble
- Schmidt, C. (1987), The Economics of Military Expenditures, Mac Millan Press, London
- Schmidt, C., Blackhaby, F. (1987), Peace, Defence and Economic analysis , Mac Millan, London.
- Sen, A. (1983) Development : which way now, Economic Journal, december.
- Thorsson, I. (1984), In pursuit of Disarmament. Conversion from military to civil production in Sweden, Report, Stockholm.
- Tinbergen, J. (1987), World Peace Policy in « Peace, Defence and Economic analysis », Mac Millan Press, London.
- UNIDIR (1984), Establishment of an International Disarmament Fund for Development , UNIDIR, Geneva.
- UNIDIR (1987), Désarmement-Développement : au-delà des impasses, quelques suggestions pratiques, UNIDIR, Geneva.
- Varas, A. (1986), Military Spending and the Development Process, Disarmament, UNO vol IX (3)